

DR



Le rassemblement à Paris, place de la République, le samedi 13 juin 2020.

UNE MARÉE DE MANIFESTANTS

place de la République à Paris, le 13 juin.

Ils exigent la « justice pour Adama » : ils ont raison !

Samedi 13 juin, le comité « Justice pour Adama » appelait à manifester à Paris de la place de la République à l'Opéra. Des dizaines et des dizaines de milliers se sont rassemblés à République. Bloqués par la police, ils n'ont pas pu défiler. Des rassemblements avaient également lieu au même moment à Lyon, Marseille, Bordeaux, Pau, Angoulême...

Depuis le 2 juin, jour où des dizaines de milliers de jeunes ont défilé aux pieds des tours du TGI de Paris, pour la justice pour Adama, mort il y a quatre ans des suites de son interpellation par la police, la mobilisation s'est étendue à la jeunesse dans tout le pays, balayant l'état d'urgence liberticide de Macron et de son gouvernement.

Ils se dressent contre la violence, la répression d'État, contre le racisme. Ils rejoignent les mobilisations de masse aux États-Unis déclenchées par l'assassinat d'un Noir par un policier. Par-delà les frontières, « justice pour Adama » et « justice pour George Floyd » se font écho.

Ce 13 juin, des milliers manifestaient au même moment dans plusieurs villes du pays, notamment à Marseille où ils ont scandé : « justice pour Adama », « pas de justice, pas de paix », « Zineb, on ne t'oublie pas », faisant référence à cette dame âgée décédée à la suite de tirs de grenades au tout début du mouvement des Gilets jaunes.

Tous exigent la vérité et la justice. Cette exigence se dresse contre tout un système. Contre ce gouvernement qui a menti sur tout.

Mensonges sur les masques, sur les tests.

Mensonges pour couvrir leur politique criminelle, responsable du désastre dans les hôpitaux, où il a manqué de tout ; de l'hécatombe meurtrière dans les Ehpad.

Propagande digne d'un État totalitaire et mensonges pour imposer l'état d'urgence, ses mesures d'exception, son arbitraire, sa répression et ses ordonnances contre les droits des travailleurs.

Mensonges pour imposer des protocoles prétendus « sanitaires », qui disloquent l'école publique, qu'ils ont toujours cherché à détruire, qui reviennent à trier les élèves, à priver des centaines de milliers de familles du droit à l'instruction.

Ils ont utilisé et utilisent l'épidémie, aujourd'hui ils utilisent la « crise » pour chercher à baisser les salaires, pour justifier et faciliter les licenciements.

Trop, c'est trop ! Assez de victimes de ce gouvernement !

JUSTICE POUR ADAMA ! PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX !